



« TOUS ET TOUTES CONCERNÉ-ES PAR L'HÔPITAL ET LA PROTECTION SOCIALE,

JE LES DÉFENDS ET RÉPONDS PRÉSENT-E LE 4.04! »

1. Le 4.04, je viens devant l'Agence Régionale de Santé pour montrer mon intérêt dans la question du devenir de notre hôpital publique, de notre système de Sécurité Sociale
 2. Je viens devant l'ARS : parce que j'y trouverai l'information nécessaire pour comprendre la gravité de cette contre réforme et pourrai sensibiliser autour de moi
 3. Parce que je viens soutenir les professionnel-les de santé qui travaillent dans des conditions scandaleuses, parce que toutes ces questions impactent la qualité du soin, concernent nos vies.
 4. Parce que nous sommes accompagnés, soignés par l'hôpital public de notre naissance à notre mort. Nous sommes donc concernés par le devenir du soin dans notre pays et de celui notre Sécurité sociale
 5. Parce que je refuse que mon système de santé soit totalement modifié en urgence, par ordonnance, en bafouant à nouveau les principes fondamentaux de notre démocratie
- ...
- Donc, je prends part aux mobilisations !

C'est tous ensemble qu'il faut réagir, le projet du gouvernement est grave !

Le projet intitulé "ma santé 2022" se veut être "une meilleure organisation des professionnels de santé au bénéfice des patients mais aussi pour eux-mêmes" comme présenté par la ministre. Mais, derrière la campagne de communication se dissimule une transformation totale de notre système de santé.

La Future loi santé en plus de correspondre à nouveau à un plan d'austérité et d'économie avec tout ce que ça comporte comme mesures antisociales : suppressions de postes, restructurations, fusions à tout va, surcharge de travail,

correspond au changement total de notre système de santé et de protection sociale.



Mais vous n'êtes pas assez informés et le gouvernement ne souhaite pas laisser de place à quelconque débat démocratique !

Cette contre réforme s'attaque, à un niveau jamais atteint jusqu'alors et sans détour, aux 3 fondamentaux de notre système de santé :

- La sécurité sociale en modifiant son financement de la cotisation sociale via l'impôt et donc en ne préservant plus son financement jusqu'alors affecté d'office

- Le service public de santé en reléguant l'hôpital public comme établissement de dernier recours au profit du privé lucratif (développement de l'ambulatoire, des hôtels de santé, de la pratique de la médecine transférées aux pharmaciens et paramédicaux équipés d'outils connectés...)

- En modifiant notre système de soins basé sur le concept de médecine collective curative avec L'avènement de la médecine 4P (Participative, Personnalisée, Prédicative, Préventive) qui rend responsable le malade de son parcours individuel de soin et surtout de sa maladie (et pour bientôt de son cout)

Le gouvernement souhaite aller très vite, avec le recours à des ordonnances afin d'éviter tout débat et toute remise en cause de sa logique.

A titre d'exemple, concernant les enjeux de la médecine 4 P, de nombreuses questions demeurent sur la gestion numérique de nos données confidentielles de santé :

Pour la Cgt il nous est essentiel que les citoyens patients et futurs patients, les professionnels de santé soient informés et consultés mais surtout pris en compte !

- Que va contenir notre E-dossier ? Quelle maîtrise pour chacun du contenu ?

- Qui recueille toutes ces données ? Est-ce ce seront les grandes entreprises du numérique ?

- A quoi seront utilisées ces données ?

- Qui pourra accéder à ce dossier ? Comment s'assurer que de telles informations ne soient pas accessibles à d'autres que les intervenants médicaux (comme certains employeurs, les assurances, les banques, etc...)

- Comment seront protégées ces données ?

- Qui va contrôler ?

- **Et enfin pour les organismes de sécurité sociale c'est l'hécatombe**, les fondamentaux sont attaqués de toutes parts : réorganisations du travail incessantes, tout comme la révisions de la législation des droits, le tout numérique qui engendre un non recours aux droits massif, fortes suppressions d'emplois. Et à chaque révision, les prestations sociales sont rabotées.

Encore plus de misère pour les mêmes...



Pour pouvoir enfin en débattre publiquement. Une demande d'audience auprès du préfet de région et du directeur de l'ARS a été également été déposée.

Cela ne peut, ne doit pas rester une question d'experts où la contrainte budgétaire, la logique de privatisation prime sur la réponse aux besoins de santé pour tous et partout !

POUR DEFENDRE NOTRE SYSTEME DE SANTE et NOTRE PROTECTION SOCIALE,
grèves et mobilisation !

Grand rassemblement du 4 avril 2019

à 11 heures devant l'ARS (241 rue Garibaldi à Lyon 3ème)

à rejoindre, par bus organisés sur toute la région: UD38 accueil@cgtisere.org*

Pour la Santé et l'Action Sociale : USD 38 sante@cgtisere.org